

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1882 — 1883.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 3.

M. JACQUES, *rapporteur.*

- | Numéros
du
Feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1. | 6062. | Par pétition datée de Marche, le 31 juillet 1851,
Plusieurs commerçants à Marche demandent la réforme postale. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics. |
| 2. | 6121. | Par pétition datée de Gonriex, le 7 août 1851,
L'administration communale de Gonriex, se prononçant en faveur du projet de loi concernant les honoraires des notaires, demande que l'attention du Gouvernement soit appelée sur les bases établies par les arrêtés du 7 décembre 1814 et du 10 mai 1815, au moyen desquelles les honoraires des notaires peuvent s'élever à une somme exorbitante. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice. |
| 3. | 6386. | Par pétition datée de Bruxelles, le 25 février 1852,
Plusieurs directeurs de sociétés industrielles, placées sous le patronage de la banque de Belgique, prient la Chambre d'examiner de nouveau le projet de loi qui porte exemption de droits d'enregistrement en faveur de certains actes intéressant cette banque. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances. |
| 4. | 6399. | Par pétition datée de Furnes, le 17 février 1852,
Le sieur Foulon réclame l'intervention de la Chambre pour être réintégré dans ses fonctions de greffier de la justice de paix du canton de Furnes ou pour obtenir une place équivalente. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice. |

5. 6407. Par pétition datée de Londres, le 16 mars 1852,
Le sieur Parent, ancien colonel des volontaires, prie la Chambre de lui accorder une indemnité ou une pension du chef de ses services militaires. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
6. 6429. Par pétition datée de Wibrin, le 25 mars 1852,
Les membres du conseil communal de Wibrin demandent la construction, aux frais de l'État, d'une route de Champlon à Houffalize.
Même demande des membres du conseil communal de Champlon, d'Houffalize, d'Ortho, de Bertogne, de Mont, de Samré, de Marche, de Mabompré, d'Hives, de Flammierge, de Laroche et du comice agricole de cette dernière commune. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
7. 6426. Par pétition datée du 14 mars 1852,
Les conseils communaux du canton de Wellin demandent la construction d'une route de Rochefort au hameau de Gribelle, sur la route de Gedinne vers Charleville. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
8. 6444. Par pétition datée de Gedinne, le 29 mars 1852,
Les bourgmestres du canton de Gedinne demandent l'exécution des travaux de la route de Gedinne à la frontière de France, vers Charleville et vers Vireux, et de la route de Dinant à Bouillon vers Sedan. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
9. 6445. Par pétition datée d'Hives, le 1^{er} avril 1852,
Le sieur Burnotte demande que le Gouvernement fasse au plus tôt exécuter des travaux aux chemins vicinaux dans le Luxembourg, afin de procurer des moyens d'existence à la classe nécessiteuse. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
10. 6475. Par pétition datée de Gand, le 24 avril 1852,
La députation permanente du conseil provincial de la Flandre orientale demande des modifications à la loi du 3 avril 1848, relative à l'admission des indigents dans les dépôts de mendicité, aux dispositions concernant leur sortie et à celles qui règlent le régime intérieur de ces établissements. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
11. 6439. Par pétition datée de Rosteunes, le 31 mars 1852,
Le sieur Coster demande que la chasse soit permise en temps de neige et qu'il soit pris des dispositions pour défendre les traques et les battues. — Concl. — Ordre du jour.
-